



Assemblée générale

Distr. générale
7 août 2018
Français
Original : anglais

Soixante-treizième session

Point 51 de l'ordre du jour provisoire*

Université pour la paix

Université pour la paix

Rapport du Secrétaire général

Résumé

L'Université pour la paix a été créée en vertu de l'Accord international portant création de l'Université pour la paix, un traité multilatéral qui lui confère un statut d'établissement universitaire autonome sur le plan éducatif et financier. Dans sa résolution 35/55, l'Assemblée générale a approuvé la création de cette institution, conformément à l'Accord international et à la Charte de l'Université pour la paix. L'Accord stipule que « le financement de l'Université n'a aucune incidence financière sur le budget de l'Organisation des Nations Unies ou de l'Université des Nations Unies. Le budget n'impose pas de contributions obligatoires aux États parties au présent Accord, à moins qu'ils n'en décident autrement ». Depuis 38 ans, l'Université forme des cadres au service de la paix ; plus de 2 200 anciens étudiants, dont 54 % de femmes, ayant suivi l'un de ses programmes de master travaillent aujourd'hui dans ce domaine partout dans le monde. L'Université, un établissement de référence dans le domaine des études sur la paix, est chargée de s'acquitter du mandat qui est défini dans sa charte, à savoir « doter l'humanité d'un établissement international d'enseignement supérieur au service de la paix, ayant pour objectif de favoriser entre tous les êtres humains un esprit de compréhension, de tolérance et de coexistence pacifique, d'encourager la coopération entre les peuples et de contribuer à réduire les obstacles et les menaces à la paix et au progrès dans le monde ». Le budget de l'Université est alimenté pour l'essentiel par les droits de scolarité et de généreuses contributions provenant de fondations privées et d'un groupe restreint de gouvernements.

Alors qu'elle se prépare à célébrer son quarantième anniversaire, l'Université poursuit l'étude systématique et critique, la compréhension et l'analyse des causes des multiples problèmes qui nuisent au bien-être des hommes et du monde ; la recherche et la formulation de stratégies et de pratiques dans divers contextes qui permettent de résoudre ces problèmes et contribuent à la consolidation de la paix, notamment dans la réalisation des objectifs de développement durable ; la pratique de modes de réflexion, d'investigation et de pédagogie qui soient critiques, multidisciplinaires, interdisciplinaires, globaux, habilitants et transformatifs ; l'établissement d'une

* A/73/150.



communauté diverse, inclusive, éthique et créative, encourageant l'apprentissage, le partage, le fonctionnement en réseau et la solidarité sur le campus et sur la scène mondiale. Dotée d'un corps enseignant composé de professeurs titulaires ou invités, l'Université dispense aux futurs cadres pour la paix un enseignement qui leur permettra d'étudier la possibilité d'élaborer, dans divers contextes, des stratégies et des pratiques adaptées au règlement des différends et contribuant aux processus d'édification, de consolidation et de pérennisation de la paix.

L'Université réalise 14 programmes d'études communs avec d'éminentes universités de différentes régions du monde. Par ses diverses contributions, elle fournit aux nouvelles générations les connaissances et les aptitudes requises pour orienter le changement dans un sens favorable à la paix, que ce soit dans le système des Nations Unies, à l'intérieur des frontières étatiques ou aux côtés d'organisations de la société civile, une tâche qui exige de plus en plus une connaissance précise des moyens de remédier aux tensions, aux menaces et aux conflits qui pèsent sur le système international actuel. Il est essentiel, étant donné sa contribution aux travaux menés par l'Organisation des Nations Unies et sa conception du rôle des autres acteurs clés de la société civile, que l'idée maîtresse de l'Université, sa position et les tâches qui lui incombent dans un contexte international en évolution fassent régulièrement l'objet d'un examen. La conjoncture internationale actuelle exige de développer la formation et l'éducation pour la paix, notamment en ce qui concerne les conflits en cours, qui sont de plus en plus complexes, les liens entre les acteurs locaux, nationaux, régionaux et internationaux, ainsi que les effets de la criminalité transnationale sur la paix et la sécurité. L'Université pour la paix s'emploie à répondre à ces besoins. À cet égard, il importe que les États Membres l'aident à s'acquitter avec succès de sa mission, c'est-à-dire dispenser une formation universitaire aux futurs responsables gouvernementaux et cadres d'organisations non gouvernementales ou du secteur privé dans les domaines du règlement pacifique des conflits et des relations entre la paix, la sécurité, le développement, les droits de l'homme et la protection de l'environnement, facteurs essentiels au développement économique et à la réduction des inégalités. Avec l'appui et la collaboration des États Membres et de l'ensemble du système des Nations Unies, l'Université pour la paix continuera de contribuer à préparer les générations futures à leur rôle et à leur devoir fondamental de règlement des conflits, l'accent devant être mis sur la prévention, et de promouvoir les possibilités de coopération au service de la paix.

I. Introduction

1. Le présent rapport, qui a pour objet de faciliter l'examen par l'Assemblée générale du point intitulé « Université pour la paix », conformément à sa résolution 70/79, contient un résumé des progrès accomplis par l'Université au cours de la période 2015-2018 et met en lumière à la fois les possibilités de croissance qui s'offrent à elle et les défis qu'il lui faut relever.

2. Le présent rapport donne un aperçu des principales activités de l'Université sur le campus du Costa Rica, et de celle menées par ses centres régionaux et ses institutions affiliées. Il met en évidence les relations qu'elle entretient avec l'Organisation des Nations Unies et ses divers organes, ainsi qu'avec le pays hôte, en plus des liens qu'elle a tissés avec les gouvernements, les organisations internationales et non gouvernementales, la société civile et le secteur privé. Il fait également état des réalisations récentes sur le plan de l'enseignement, de la situation financière actuelle de l'institution et de sa stratégie de développement pour les trois prochaines années.

3. Dans sa résolution 70/79, l'Assemblée générale s'est déclarée consciente des activités importantes et variées menées par l'Université pendant la période 2012-2015, avec l'aide et les contributions généreuses de gouvernements, de fondations et d'organisations non gouvernementales, et elle a reconnu la pertinence de l'Objectif 4, « Assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie », et particulièrement de la cible 4.b, à savoir augmenter nettement à l'échelle mondiale d'ici à 2020 le nombre de bourses d'études offertes aux étudiants des pays en développement. Elle a prié l'Université, compte tenu du rôle qu'elle jouait dans l'élaboration de nouveaux concepts et de nouvelles approches en matière de sécurité fondés sur l'éducation, la formation et la recherche pour apporter une réponse efficace aux nouvelles menaces à la paix, de concevoir des méthodes viables, propres à renforcer encore la coopération avec le système des Nations Unies ; elle a également prié les États Membres de prendre la tête des efforts visant à soutenir la mission de l'Université en prenant acte du rôle qu'elle jouait, en lui apportant, autant que faire se peut, des contributions financières afin de lui permettre d'accueillir tous les étudiants désireux de participer à ses programmes d'études et en facilitant l'exercice de ses activités dans les pays hôtes. Enfin, elle a invité les États Membres qui ne l'avaient pas encore fait à adhérer à l'Accord international portant création de l'Université pour la paix.

II. L'Université pour la paix en 2018

A. Les 38 années de l'Université pour la paix

4. Au cours des 38 dernières années, guidée par sa charte, l'Université s'est efforcée d'atteindre les principaux objectifs de l'ONU relatifs aux questions de paix et de sécurité internationales en formant de nouvelles générations de cadres aptes à faire évoluer et à régler les conflits dans un esprit de compréhension, de tolérance et de coexistence fondé sur la coopération et sur les valeurs prônées par l'Organisation.

5. L'Université contribue à la formation de cadres dans les domaines de la paix et du règlement des conflits, en lien avec les quatre piliers fondamentaux de l'ONU : la paix et la sécurité, les droits de l'homme, le développement et l'état de droit. Plus de 2 200 anciens étudiants d'une centaine de pays ont su mettre à profit leur formation, leur expérience et leurs compétences pour exercer une influence positive aux échelles communautaire, nationale, régionale et mondiale. La plupart des étudiants et anciens

de l'Université sont des femmes, lesquelles jouent de longue date un rôle déterminant d'agent de paix aux niveaux local et international. Il importe également de mettre en avant le nombre croissant de formations non diplômantes (activités de renforcement des capacités) que l'Université dispense en partenariat avec les organismes des Nations Unies et d'autres organisations internationales, telles que le programme de bourses pour la paix destiné aux femmes (Women Scholarship for Peace), mis en œuvre par le Bureau des affaires de désarmement. L'accent est mis sur l'éducation à la non-violence, à l'intégration, à la cohésion sociale, à l'état de droit, à la légalité et à la déontologie. Il importe au plus haut point d'élaborer un programme éducatif favorisant les compétences, les valeurs et les comportements susceptibles de servir la paix, la justice, le développement durable et la solidarité.

6. Ainsi renouvelée, l'idée maîtresse est de poursuivre et approfondir l'intégration du souci de l'égalité des sexes et l'ouverture, qui caractérisent l'enseignement dispensé par l'Université pour la paix, comme le démontrent son diplôme de master axé sur la condition féminine et la consolidation de la paix et sa volonté de faire de la question de l'égalité des sexes un sujet transversal à l'ensemble de ses programmes éducatifs. Les anciens étudiants de l'Université se répartissent entre 62 % de femmes et 38 % d'hommes. Le programme dénommé Asian Peacebuilders Scholarship, mis en œuvre par l'Université Ateneo de Manila et parrainé par la Nippon Foundation, est venu en aide à 56 % d'étudiantes et à 44 % d'étudiants. Sur le campus principal de l'Université, 55 % des membres titulaires du corps enseignant sont des femmes.

B. Changements institutionnels

7. En juin 2013, le Conseil de l'Université a élu un nouveau recteur, M. Francisco Rojas Aravena, qui possède une vaste expérience dans le domaine des relations et de la sécurité internationales. À sa dernière réunion, tenue en juin 2018, le Conseil a renouvelé son mandat pour cinq ans, soit jusqu'en juin 2023.

8. Le Conseil se compose de 17 membres, dont 10 sont nommés par le Secrétaire général en consultation avec la Directrice générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), et sept sont des membres de droit désignés en vertu de la Charte de l'Université pour la paix. Dans l'attente de la nomination du nouveau titulaire d'un siège actuellement vacant, le Conseil compte neuf hommes et sept femmes.

9. À l'heure actuelle, les membres de droit sont : Francisco Rojas (Chili), Recteur ; Oscar Fernández-Taranco (Argentine), Représentant du Secrétaire général ; Pilar Álvarez-Laso (Mexique), Représentante de la Directrice générale de l'UNESCO ; David Malone (Canada), Recteur de l'Université des Nations Unies ; Juan Carlos Mendoza et Pilar Garrido (Costa Rica), représentants du pays hôte ; Enrique Barón Crespo (Espagne), chancelier.

10. Les autres membres, qui appartiennent au milieu universitaire ou occupent une place de premier plan dans le domaine de la paix et de la sécurité, sont : Hal Klepak (Canada), Président ; Fernando Blasco (Argentine), Vice-Président ; Fatima Akilu (Nigéria) ; Jean Arnault (France) ; Alicia Bárcena (Mexique) ; Lalla Ben Barka (Mali) ; Ouided Bouchamaoui (Tunisie) ; Meenakshi Gopinath (Inde) ; Xiaoyu Zhang (Chine).

C. Le campus Rodrigo Carazo, siège de l'Université pour la paix

11. Le campus de l'Université pour la paix, situé au Costa Rica, porte le nom du fondateur de l'établissement, un ancien président du pays qui a créé l'Université

en 1980 pour concrétiser sa volonté passionnée de former les futurs cadres de la paix. Il couvre 300 hectares au sein d'une réserve forestière (forêt secondaire) qui abrite des mammifères, tels que des singes et des cerfs, plus de 300 espèces d'oiseaux et plus de 100 essences. Ouvert au public, il témoigne en outre de la biodiversité au Costa Rica dont la protection offre une occasion rêvée de mener des études scientifiques sur la question en zone tropicale.

D. Questions universitaires

1. Programmes de master

12. L'Université continue d'offrir des programmes de master innovants dans des domaines liés aux études sur la paix, le droit international, la problématique femmes-hommes, l'environnement et le développement durable. Actuellement, sont offerts sur le campus principal les huit programmes ci-après qui traitent tous de thèmes tels que l'égalité des sexes, l'appartenance ethnique, la religion, la classe, ainsi que des questions liées, entre autres, aux lesbiennes, gays, bisexuels, transgenres et intersexes :

- a) Études sur la paix internationale ;
- b) Problématique femmes-hommes et consolidation de la paix ;
- c) Éducation dans le domaine de la paix ;
- d) Droit international et droits de l'homme ;
- e) Droit international et règlement des différends ;
- f) Environnement, développement et paix – avec des spécialisations sur la sécurité environnementale et la gouvernance, la gestion durable des ressources naturelles, la politique à l'égard des changements climatiques et les systèmes d'alimentation durable ;
- g) Gestion responsable et développement économique durable ;
- h) Règlement des conflits, paix et développement (enseignement dispensé en espagnol).

13. L'Université offre également un programme de master en ligne sur la pérennisation de la paix dans le monde contemporain, auquel participent des spécialistes et des chercheurs qui prêtent leur concours au règlement de questions complexes et urgentes qui se posent à l'échelle mondiale et concernent l'humanité tout entière.

14. Durant les trois dernières années, dans le cadre d'une stratégie d'élargissement de son offre éducative et d'accroissement du rayonnement de ses cours et de son image, l'Université a mis en place une série de programmes de master hors campus, dont un diplôme d'administration en droit international des droits de l'homme, en association avec le Barreau du Costa Rica ; un diplôme en droit international des droits de l'homme, en association avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), la Direction suisse du développement et de la coopération et les institutions judiciaires du Honduras ; un diplôme portant sur la prévention du blanchiment d'actifs et de la délinquance financière, en association avec une fondation spécialisée dans l'étude du blanchiment et des délits connexes ; un diplôme de droit spécialisé en criminalité transnationale et justice, en association avec l'Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice ; un diplôme en paix, gouvernance et sécurité, en association avec la police nationale ougandaise.

2. Doubles diplômes et programmes conjoints

15. L'Université offre des doubles diplômes et des programmes créés conjointement avec de grandes universités à travers le monde, lesquels permettent aux étudiants d'obtenir plusieurs diplômes dans des domaines complémentaires en suivant l'enseignement de différentes institutions. Actuellement, l'Université pour la paix propose, dans divers pays du monde, les doubles diplômes et programmes établis avec des universités partenaires ci-après :

a) American University (États-Unis) : un master en affaires internationales de l'American University et un master en gestion des ressources naturelles et développement durable de l'Université pour la paix ;

b) Université Ateneo de Manila (Philippines) : un master en politique internationale de l'Université Ateneo de Manila et un master de l'Université pour la paix au choix ;

c) Brandeis University (États-Unis) : un master en coexistence et conflit de la Brandeis University et un master en droit international et droits de l'homme de l'Université pour la paix ;

d) Université des études étrangères de Hankuk (République de Corée) : un master en droit, en communications (médias) et en développement durable, par établissement, selon le domaine d'intérêt de l'étudiant ;

e) Université d'Innsbruck (Autriche) : un master en paix, développement, sécurité et internationalisation des conflits de l'Université d'Innsbruck et un master de l'Université pour la paix au choix ;

f) Université internationale de Monaco : un master en paix durable par les sports de l'Université internationale de Monaco et la possibilité d'octroi de crédits pour l'obtention d'un master de l'Université pour la paix ;

g) Pontificia Universidad Javeriana (Colombie) : un master en droits de l'homme et culture de paix (l'enseignement est dispensé en espagnol) ;

h) Institut UNESCO-IHE pour l'éducation relative à l'eau de Delft (Pays-Bas) et Université d'État de l'Oregon (États-Unis) : un master en coopération hydrologique de l'Université d'État de l'Oregon et un master en hydrologie, développement et paix, avec une spécialisation en sécurité environnementale, de l'Université pour la paix ;

i) Université en sciences appliquées de La Haye (Pays-Bas) : un master en gestion responsable pour un développement durable ;

j) Universidad Alfonso X El Sabio (Espagne) : un master en coopération internationale ou droits de l'homme de l'Universidad Alfonso X El Sabio et un master de l'Université pour la paix au choix.

16. L'Université continuera, dans toute la mesure du possible, d'organiser des programmes similaires afin d'étendre son rayonnement à travers le monde en coopérant avec des établissements universitaires du troisième cycle et des groupes de réflexion dont les travaux vont dans le sens de la mission et des valeurs de l'Université pour la paix et de l'ONU.

17. Les masters en études régionales ont permis à l'Université de mieux intégrer les étudiants de pays hispanophones, en particulier du pays hôte, ainsi que ceux désireux de poursuivre des études en développement dans ces pays.

3. Programmes de bourses

18. Actuellement, l'Université bénéficie d'un certain nombre de programmes de bourses tels que :

a) Le programme Asian Peacebuilders Scholarship : depuis 2007, l'Université mène, avec l'Université Ateneo de Manila, un projet de renforcement des capacités destiné à des cadres asiatiques. Financé par la Nippon Foundation of Japan, il offre jusqu'à 30 bourses réparties entre 15 candidats en provenance du Japon et 15 en provenance de l'Asie du Sud-Est. En 2014, l'Université pour la paix et l'Université Ateneo de Manila ont élargi le programme aux doubles diplômés. Dans le cadre de cette formule enrichie est dispensé un enseignement linguistique intensif spécialisé, destiné à faciliter la participation d'administrateurs ayant un faible niveau de connaissance de l'anglais, ainsi qu'une formation pratique à la conception et à la mise en œuvre d'un vaste projet opérationnel en Asie ;

b) Le programme de l'Université des études étrangères de Hankuk, plus spécifiquement l'Institut des hautes études internationales et thématiques, offert conjointement avec l'Université pour la paix ;

c) Le programme du Barreau du Costa Rica : dans le cadre d'un partenariat éducatif avec l'Université pour la paix, 10 bourses sont offertes à des étudiants suivant hors site le cursus en droit international et droits de l'homme ;

d) Le programme du Service d'échanges universitaires : depuis mars 2018, l'Université pour la paix fait partie d'un groupe d'établissements d'enseignement supérieur situés en Amérique centrale et en République dominicaine qui sont affiliés au Service. Ce programme mis en œuvre dans les régions offre des bourses, dont le nombre varie chaque année, à des étudiants de master en développement ou préparant une thèse de doctorat, qui se destinent à des carrières d'enseignant ou de chercheur dans un établissement d'enseignement supérieur de leur région ou de leur pays d'origine ;

e) Le programme du Rotary International : en 2018, six bourses ont été attribuées à des étudiants souhaitant s'inscrire au master en coopération et diplomatie dans le domaine de l'eau de l'Université pour la paix, diplôme préparé conjointement avec l'Université d'État de l'Oregon et l'Institut UNESCO-IHE pour l'éducation relative à l'eau de Delft.

19. Par ailleurs, l'Université offre la série de bourses ci-après qui sont attribuées selon certains critères : une bourse complète par an à un étudiant résidant à Ciudad Colón, attribuée en consultation avec la municipalité de Mora ; prise en charge de 50 % des frais de scolarité pour les enseignants d'une université partenaire, les Costariciens et les résidents autorisés, les membres du personnel de l'Organisation des Nations Unies en poste à temps complet et les Volontaires des Nations Unies, les réfugiés et les demandeurs d'asile munis de papiers d'identité et les anciens diplômés candidats à un deuxième diplôme délivré par l'Université pour la paix ; prise en charge de 30 % à 50 % des frais de scolarité sur la base du mérite (soumis à l'appréciation du candidat désigné) ; prise en charge de 30 % des frais de scolarité pour les ressortissants et les nationaux des États signataires de la Charte de l'Université pour la paix, les étudiants titulaires d'un diplôme de premier ou de deuxième cycle délivré par une université partenaire et les étudiants de pays hispanophones intéressés par le master en règlement des conflits, paix et développement (enseignement dispensé en espagnol).

4. Programme de troisième cycle

20. L'Université offre un programme de troisième cycle d'études sur la paix et les conflits qui s'adresse à de brillants chercheurs soucieux d'innover dans ce domaine. En outre, les praticiens peuvent transformer leur expérience en connaissances scientifiques susceptibles d'être normalisées et diffusées dans des publications universitaires. Les thèmes sur lesquels se penchent en priorité les candidats au doctorat correspondent à ceux qui alimentent actuellement les débats d'envergure tenus à l'Organisation des Nations Unies et sur la scène internationale.

21. L'Université s'efforce d'accroître la portée de son programme de troisième cycle en élaborant des programmes régionaux à l'intention d'un public diversifié. En Afrique, elle collabore actuellement avec les institutions suivantes : Université du Cap (Afrique du Sud), Université de Yaoundé II (Cameroun), Université de Nkumba (Ouganda), Université d'Addis Abeba (Éthiopie), Université du Ghana, Université de Kisangani (République démocratique du Congo), Université de Nairobi (Kenya), Université du Witwatersrand (Afrique du Sud) et Centre de recherches pour le développement international (Canada). Durant l'année universitaire 2018-2019, l'Université ouvrira ses portes à la deuxième promotion du programme de troisième cycle pour la région Afrique. Elle coopère en outre avec l'Universidad Alfonso X (Espagne) à l'élaboration d'un programme de troisième cycle conforme aux règles de l'espace universitaire européen, qui sera lancé après son approbation par l'organisme d'accréditation espagnol. En Chine, elle œuvre avec ses partenaires au lancement d'un autre programme de troisième cycle axé sur les sujets les plus importants pour la région.

5. Autres activités universitaires

22. Durant les 10 dernières années, l'Université a mis en œuvre, avec de bons résultats, un certain nombre de programmes de renforcement des capacités qui vont de la formation diplômante ou de cours de certification à des masters complets, tous ayant été spécialement conçus pour répondre aux besoins des donateurs et des partenaires.

23. En novembre 2016, l'Université pour la paix a organisé, à l'intention des enseignants d'Amérique centrale et de République dominicaine, un atelier d'une semaine consacré à l'enseignement des sciences, des technologies, de l'ingénierie, des arts et des mathématiques. L'initiative TeachHer est un projet pilote qui a été lancé en juin 2016 par l'ancienne Directrice générale de l'UNESCO, Irina Bukova, l'épouse de l'ancien Vice-Président des États-Unis, Jill Biden, et l'ancienne Première Dame du Costa Rica, Mercedes Peñas Domingo. Il s'agit d'un partenariat mondial public-privé au sein duquel les États Membres bénéficiaires, les bureaux régionaux de l'UNESCO et des instituts ou organisations non gouvernementales chefs de file de la formation en sciences, technologies, ingénierie, arts et mathématiques œuvrent ensemble à la réalisation et à la promotion de programmes visant à favoriser l'éducation des filles dans ces disciplines. L'objectif prioritaire est de mettre en place un groupe d'enseignants faisant une large place aux femmes, qui contribuera à l'augmentation notable du nombre d'adolescentes désireuses de poursuivre une carrière dans ces disciplines et qui bénéficiera, pour cela, d'une formation continue et d'un réseau professionnel.

24. En 2017, l'Université pour la paix a achevé la réalisation d'un projet conduit durant trois ans avec le Bureau des affaires de désarmement, qui a permis d'attribuer des bourses et de dispenser des formations à 140 femmes dans le domaine du désarmement et de la non-prolifération, l'accent étant mis sur la paix et les conflits. Quatre différentes sessions se sont tenues à Addis Abeba, au Caire, à Bangkok et à San José. En janvier 2018, l'Université a entamé un deuxième projet avec le Bureau

et l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), le programme de bourses de l'OSCE pour la paix. Cette initiative, conduite en partenariat avec 28 organisations dont les travaux contribuent au désarmement et à la non-prolifération et traitent des questions liées au développement, propose des formations destinées à 70 jeunes cadres (hommes et femmes) provenant des pays de l'OSCE participant au programme ou de pays partenaires, qui visent à l'acquisition de compétences et de connaissances fondamentales en matière de prévention et de règlement des conflits par la maîtrise des armements et de la non-prolifération, et plus spécifiquement l'utilisation d'instruments propres à l'Organisation.

25. L'Université est en passe d'achever son programme de master au Honduras, lequel a permis à 100 juges, procureurs et avocats commis au titre de l'aide publique de suivre une formation de troisième cycle universitaire. Au terme de ce cursus, les participants seront titulaires d'un master en droit international et droits de l'homme. Ce programme est exécuté en association avec la Direction suisse du développement et de la coopération et en coordination avec le PNUD.

26. L'Université a signé un accord de coopération avec le Gouvernement régional d'Estrémadure (Espagne) aux fins de l'organisation, en juillet 2018, d'une session d'été axée sur le règlement des conflits, la paix et la problématique femmes-hommes face au développement, à laquelle doivent participer des personnalités de premier plan de l'Union européenne, de l'UNESCO et de l'Université pour la paix.

27. Dans la lignée des travaux achevés durant la première phase du projet relatif au droit international à l'échelle régionale et à l'accès à la justice en Amérique latine, l'Université pour la paix organise, en association avec l'Agence allemande de coopération internationale, des activités pour commémorer le quarantième anniversaire de la Cour de justice interaméricaine, dont un séminaire dédié au droit international et à l'accès à la justice et un atelier sur les droits de l'homme et le développement durable. Il s'agit de poursuivre la création d'un espace de dialogue et de débat qui permette d'élaborer un cadre théorique d'accès à la justice en Amérique latine.

6. Accréditation

28. Depuis 2005, l'Université pour la paix procède systématiquement et en continu à l'évaluation externe de tous ses programmes de master. Les personnes qui en sont chargées évaluent la qualité de l'enseignement et les résultats de chaque programme et formulent des recommandations tendant à leur amélioration.

29. En 2008, l'Université a intégré le système national d'accréditation de l'enseignement supérieur au Costa Rica et a immédiatement entrepris d'obtenir l'accréditation des programmes relevant de son département Environnement et développement, ce qui fut acquis en 2014. En 2016, elle a fait de même pour les programmes relevant du département Droit international, lesquels ont été également accrédités. En ce qui concerne le département Études sur la paix et les conflits, la procédure est en cours.

7. Nombre d'inscriptions

30. Comme c'est le cas pour de nombreux établissements, le nombre d'inscriptions à temps plein a baissé ces dernières années sur le campus principal de l'Université. Le nombre de demandes d'inscription est resté stable, mais de nombreux étudiants ne peuvent se permettre de poursuivre leurs études supérieures sans appui financier, que ce soit sous forme d'aide ou de bourse. Ces aides fournies par les gouvernements, les fondations et le secteur privé sont devenues essentielles pour garantir l'accès aux programmes. Actuellement, de nombreux candidats ne donnent pas suite à leur

admission lorsqu'ils apprennent que l'Université ne peut pas leur accorder une bourse suffisante.

31. Conformément aux directives fixées par son Conseil et à ses plans stratégiques à moyen et long terme, l'Université pour la paix s'efforce d'obtenir d'ici à 2020 l'inscription de 500 étudiants par an à ses divers programmes, que l'enseignement soit dispensé sur le campus ou dans le cadre de programmes hors site. Durant l'année universitaire 2017-2018, le nombre d'inscrits a atteint 400. Afin de remplir l'objectif qu'elle s'est fixé, l'Université cherche à établir plusieurs fonds internationaux de bourses avec l'appui des États signataires de la Charte de l'Université et d'institutions philanthropiques internationales.

8. Anciens étudiants de l'Université pour la paix

32. L'Université pour la paix compte plus de 2 200 anciens étudiants qui vivent et travaillent dans toutes les régions du monde. La plupart d'entre eux œuvrent à la consolidation de la paix dans leur pays d'origine et ailleurs, souvent en première ligne dans les situations de conflit. Aujourd'hui, ceux qui travaillent dans des organisations non gouvernementales représentent le pourcentage le plus élevé, mais nombre d'entre eux sont recrutés au sein du système des Nations Unies ou occupent diverses fonctions internationales dans le secteur humanitaire. Certains enseignent dans le cycle supérieur et travaillent pour des établissements universitaires, tandis que d'autres ont été engagés par le gouvernement de leur pays pour œuvrer dans divers domaines et sphères d'influence, notamment les affaires internationales, les tribunaux électoraux et la politique environnementale. Une autre part importante des anciens étudiants de l'Université suivent des études de troisième cycle.

33. Le réseau des anciens étudiants revêtant une grande importance, l'Université s'efforce d'établir par l'intermédiaire d'un administrateur spécifiquement chargé de cette tâche des contacts avec le plus grand nombre possible d'entre eux. Ce dernier est chargé principalement et au premier chef d'élaborer et de mettre en œuvre des programmes qui permettent aux anciens de maintenir le contact entre eux et les liens avec l'Université, d'encourager et de promouvoir le développement professionnel entre pairs et de tenir ce groupe au courant de l'évolution de l'institution et de ses besoins afin qu'il puisse concourir à ses stratégies à moyen et à long terme.

9. Publications

34. L'Université encourage avec constance, au nom de son corps enseignant, le développement des connaissances ainsi que la diffusion de ce savoir dans des publications. Que ce soit dans le cadre de sa propre collection intitulée *Ideas for Peace* ou par la publication d'ouvrages et d'autres matériaux didactiques en collaboration avec d'autres institutions, elle s'efforce de contribuer au débat en cours au niveau international sur les questions relatives à la paix et aux conflits, au droit international, aux changements climatiques et à d'autres sujets relevant directement de ses domaines de compétence.

35. Au cours de la période 2015-2018, l'Université a accru le volume de sa production spécialisée, y compris le nombre d'ouvrages publiés. Durant les deux dernières années, des membres de son corps enseignant ont fait paraître cinq livres et rédigé plusieurs articles et chapitres d'ouvrages¹ (six en 2018 jusqu'à présent, 18 en 2017 et plus de 12 en 2016).

¹ Au nombre des ouvrages parus figurent les titres suivants : Mihir Kanade, *The Multilateral Trading System and Human Rights: A Governance Space Theory on Linkages* (Routledge, 2017) ; Mariateresa Garrido (éd.), *Human Rights and Technology: The 2030 Agenda for Sustainable*

36. En collaboration avec la fondation Peace Without Borders et l'Université Abat Oliba CEU en Espagne, l'Université pour la paix a publié trois ouvrages traitant du droit à la paix, à savoir *The Right to Peace: Past, Present and Future*, de Christian Guillermet Fernández, David Fernández Puyana et Miguel Bosé, et *History of Peace in the West*, de Miguel Bosé et David Fernandez-Puyana, paru en anglais et en espagnol.

37. En collaboration avec l'Agence allemande de coopération internationale, l'Université pour la paix prévoit de publier des ouvrages traitant de l'accès à la justice en Amérique latine sous l'angle international et des barreaux et de l'accès à la justice dans cette même région du monde, ainsi qu'une analyse des études juridiques dans les universités au Costa Rica.

E. Centres subsidiaires et établissements apparentés

1. Changements apportés aux bureaux régionaux

38. Depuis la présentation du précédent rapport à l'Assemblée générale, l'Université pour la paix a élargi son rayon d'action dans le monde en transformant ses bureaux régionaux, dans le but d'accroître sa visibilité et son influence.

39. En 2018, l'Université pour la paix a engagé avec succès des consultations officielles à Genève afin d'y réinstaller son bureau, situé au siège de la Fondation des immeubles pour les organisations internationales. Le travail accompli par le bureau constituera une contribution majeure de l'Université pour la paix au deuxième grand centre onusien.

40. En 2017, une nouvelle équipe de direction a pris les commandes du Centre de l'Université pour la paix situé à La Haye. Actuellement, le Centre s'emploie avant tout à mener des études sur la paix et les conflits, sur l'eau et la paix (diplomatie de l'eau) et sur la paix et la sécurité urbaines. Il travaille en collaboration avec différents partenaires européens, notamment les Pays-Bas, ainsi qu'avec des experts appartenant au réseau mondial de l'Université. Il a notamment pour tâche de promouvoir et de faciliter le recrutement d'étudiants européens pour les programmes de master et d'autres activités éducatives sur le campus principal de l'Université, au Costa Rica. Il s'emploie également, en coopération avec trois organisations partenaires, à encourager la mise en œuvre des activités de l'Initiative de la Charte de la Terre aux Pays-Bas. Le Centre est une entité indépendante régie par le droit néerlandais et il est financièrement indépendant de l'Université.

41. L'Université a toujours des observateurs et représentants permanents au Siège de l'ONU à New York et à Bonn. Elle a également négocié avec le Gouvernement hondurien en vue de créer un bureau de représentation à Tegucigalpa. L'accord est actuellement examiné par le Congrès national du Honduras.

42. Le programme Afrique a été créé en 2002 en vue de renforcer les capacités des universités africaines dans les domaines de la paix, de l'égalité des sexes, du règlement des conflits, de la gouvernance, de la sécurité et du développement. Ses actions s'articulent autour de deux axes : renforcer l'enseignement, la formation et les capacités d'apprentissage des établissements d'enseignement supérieur en Afrique, et encourager les universitaires africains à faire de la recherche et à publier leurs travaux. Le programme Afrique est géré par le bureau régional de l'Université à Addis-Abeba, qui est financièrement autonome.

Development (University for Peace, 2015) ; Gudmundur Eiriksson, *Liber Amicorum: In Honour of a Modern Renaissance Man* (O. P. Jindal Global University, 2017).

2. Établissements apparentés

Charte de la Terre

43. Le Centre de la Charte de la Terre pour l'éducation au service du développement durable est actif principalement dans deux domaines : la formation et la recherche sur l'éducation au service du développement durable, pour renforcer les capacités des éducateurs et autonomiser les jeunes, ce qui fait écho aux engagements pris dans le cadre du Programme d'action mondial pour l'éducation au service du développement durable de l'UNESCO. La Charte de la Terre vise à susciter un sentiment nouveau d'interdépendance mondiale et de responsabilité partagée pour le bien-être de la famille humaine, de l'ensemble des êtres vivants et des générations futures. Elle est porteuse d'espoir et incite les peuples à agir.

Centre des droits de l'homme

44. Le Centre des droits de l'homme a été créé conformément à la mission de l'Université décrite dans sa charte, pour promouvoir la compréhension, le respect et la jouissance des droits de l'homme. Il organise pour cela un enseignement spécialisé relatif aux droits de l'homme, des formations et des activités de renforcement des capacités et de sensibilisation, par une approche pratique du respect, de la protection et de l'exercice des droits de l'homme, tout en favorisant l'intégration de la théorie et de la pratique. Il a également joué un rôle de premier plan dans la promotion du droit au développement. Il est notamment le chef de file d'un projet commun de formation en ligne sur la concrétisation du droit au développement dans la réalisation des objectifs de développement durable, élaboré et exécuté en collaboration avec le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme et l'Institut international pour la santé mondiale.

Centre de formation de cadres supérieurs

45. Situé au sein de l'Université pour la paix, le Centre de formation des cadres supérieurs a été créé en 2007 pour collaborer avec l'Université et contribuer à sa mission, et non pour offrir une formation à des étudiants. Ces 10 dernières années, il a collaboré avec des dirigeants du monde entier afin d'offrir des expériences d'apprentissage transformationnel dynamiques et intéressantes et d'encourager les participants à avoir une influence positive dans un monde de plus en plus interconnecté. Il a élaboré trois programmes principaux : des cours en ligne à l'issue desquels un diplôme prestigieux en innovation sociale est décerné, ainsi que des programmes d'études sur mesure destinés à des groupes et des ateliers proposés sur le campus de l'Université.

F. Relations avec le pays hôte

46. Les relations avec le pays hôte sont restées solides au cours de la période 2015-2018. Le nouveau Président, Carlos Alvarado, a pris ses fonctions en mai 2018. Presque immédiatement après cet événement, la Vice-Présidente et Ministre des affaires étrangères, Epsy Campbell, a rencontré le recteur de l'Université, Francisco Rojas, pour garantir l'appui continu du pays hôte à la mission de l'Université. À la suite de cette rencontre, le Président costaricien a nommé deux ministres de haut rang représentants du pays hôte au Conseil de l'Université.

G. Relations internationales

47. L'Université a pu compter sur le programme Asian Peacebuilders Scholarship, subventionné par la Nippon Foundation, pour la plupart des programmes qu'elle a créés en Asie. Ces trois dernières années, elle a renforcé sa présence sur le continent asiatique. En 2017 et en 2018, le recteur s'est rendu en Chine, en Inde, au Japon, aux Philippines, en République de Corée et en Thaïlande à l'occasion d'une série de manifestations en l'honneur du dixième anniversaire du programme.

48. Au cours de cette période, l'Université a également signé un mémorandum d'accord avec l'organisation non gouvernementale China International Council for the Promotion of Multinational Corporations. Grâce à ce partenariat, elle a créé un centre universitaire en Chine et a élaboré plusieurs programmes d'études destinés aux étudiants chinois, notamment des masters et des doctorats.

49. En outre, l'Université négocie actuellement avec l'organisation à but non lucratif China Scholarship Council pour que des bourses soient systématiquement accordées aux étudiants chinois désirant poursuivre leurs études supérieures sur le campus de l'Université au Costa Rica.

50. Lors de la cérémonie de prestation de serment du nouveau Président costaricien, deux délégations importantes ont visité le campus de l'Université : le Représentant spécial du Japon, Shunsuke Takei, et l'Ambassadeur du Népal aux États-Unis et Ambassadeur au Costa Rica, Arjun Karki, avec lequel l'Université a étudié la possibilité d'accorder des bourses d'études aux étudiants népalais.

51. En avril 2016, l'Université a signé un mémorandum d'accord avec la police nationale ougandaise afin de soutenir la nouvelle université pendant une période de cinq ans. Ce projet, estimé à environ 1 million de dollars, est financé directement par la police nationale. Les fonds obtenus devraient permettre d'assurer le fonctionnement du programme Afrique et de ménager le temps nécessaire pour continuer de collecter des fonds dans la région avant que ce projet d'une durée de cinq ans ne touche à sa fin.

52. Dans les Amériques, l'Université a signé des mémorandums d'accord avec l'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture et la Faculté latino-américaine de sciences sociales.

H. Relations avec les organismes des Nations Unies

53. L'Université cherche constamment à nouer des partenariats, à inviter des universitaires et à collaborer avec des organismes pertinents des Nations Unies.

54. De 2015 à 2018, l'Université pour la paix a participé à des réunions de l'Assemblée générale, notamment le Forum de haut niveau de l'Assemblée générale sur la culture de la paix et la réunion de haut niveau sur la consolidation et la pérennisation de la paix, qui s'est tenue en avril 2018 à l'initiative du Président de l'Assemblée. À ces occasions, l'Université a eu l'honneur de prendre la parole devant l'Assemblée et s'est engagée à soutenir les activités de l'Organisation des Nations Unies.

55. Le 14 juin 2018, le recteur de l'Université pour la paix a été le principal intervenant d'un atelier d'intersession d'une demi-journée sur le droit à la paix, tenu à Genève conformément à la résolution 35/4 du Conseil des droits de l'homme sur la promotion du droit à la paix.

56. En marge de la réunion de haut niveau sur la consolidation et la pérennisation de la paix tenue au Siège de l'ONU, les représentants de l'Université ont organisé une

manifestation parallèle sur le rôle de l'éducation dans ce domaine. Cette manifestation a essentiellement porté sur le succès du programme Asian Peacebuilders Scholarship de l'Université, qui incite les étudiants à contribuer concrètement à la consolidation de la paix.

57. Lors de leur visite à New York, les représentants de l'Université ont également signé un mémorandum d'accord avec l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche en vue d'élaborer des programmes universitaires d'intérêt commun. En outre, les deux institutions favoriseront les échanges d'étudiants qualifiés et d'enseignants afin de mener des activités communes de recherche et d'enseignement, et privilégieront les domaines d'études d'intérêt commun.

58. En septembre 2016, l'Université pour la paix a lancé un nouveau programme, en partenariat avec le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, l'Organisation internationale pour les migrations et le Gouvernement costaricien, en vue de mettre en place un dispositif de transfert humanitaire prévoyant la réinstallation, dans de bonnes conditions, des familles originaires du Triangle du Nord dans un pays tiers pour une période de trois à sept mois. Dans le cadre de ce programme, elle a établi et renforcé plus de 20 protocoles et a modifié son système administratif afin de fournir plus facilement une assistance aux personnes déplacées de force. Les réalisations de l'Université pour la paix dans ce domaine ont été saluées le 23 avril 2018, lorsque celle-ci a obtenu le label « Living Integration ».

59. En avril 2018, l'Université a rejoint la Global Delivery Initiative, un partenariat d'environ 40 institutions et organisations, coordonné par la Banque mondiale, qui se veut une source de connaissances, de pratiques optimales et d'enseignements à diffuser en vue d'améliorer l'exécution des programmes de développement.

60. L'Université mène également des discussions avec l'École des cadres du système des Nations Unies en vue de coorganiser un programme consacré au développement durable, à savoir une plateforme de dialogue multipartite de haut niveau et des formations axées sur le Programme de développement durable à l'horizon 2030. Cette initiative rassemble des hauts fonctionnaires du système des Nations Unies, des hauts responsables politiques, des chefs d'entreprise et des responsables d'organisations de la société civile et du milieu universitaire de la région des Amériques afin qu'ils se consacrent à l'apprentissage collectif et au Programme 2030, et qu'ils travaillent ensemble au développement durable. L'Université espère ainsi, par ses contenus, aider à prévenir les conflits et à pérenniser la paix.

61. Pendant la période à l'examen, l'Université a également signé, à Turin, un mémorandum d'accord avec l'Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice en vue de créer conjointement un master en criminalité transnationale. Le premier groupe a achevé avec succès le programme et le deuxième l'entamera bientôt.

62. Enfin, les candidats qui se proposent d'étudier à l'Université pour la paix bénéficieront en priorité du programme de congés sabbatiques de l'ONU.

I. Relations au sein de la communauté

63. L'Université entretient d'excellentes relations avec les habitants d'El Rodeo et de Ciudad Colón. L'équipe de direction, les enseignants et les étudiants de l'Université participent régulièrement aux activités culturelles de ces villes. Les étudiants y organisent des animations et les autorités municipales contribuent activement à la vie de l'Université en tenant son équipe de direction informée des travaux en cours et en réglant les problèmes qui risquent d'entraver son bon

fonctionnement. Dans le cadre de ces rapports, l'Université pour la paix accorde chaque année une bourse d'études à un habitant de la ville de Ciudad Colón.

J. Situation financière et gouvernance

64. Malgré l'appel lancé par le Secrétaire général dans ses rapports à l'Assemblée générale en 2009 (A/64/281), en 2012 (A/67/272), puis en 2015 (A/70/288), dans lesquels l'Assemblée a invité les États Membres à contribuer au budget de l'Université, rares sont les pays à lui avoir versé des contributions volontaires. L'Université et le Gouvernement costaricien ont signé un protocole additionnel à l'accord de siège, aux termes duquel le Gouvernement versera chaque année une contribution peu élevée (50 000 dollars) à l'Université. Deux autres pays ont fait de même. L'expérience internationale montre que les universités du monde entier ont besoin de recevoir des dotations et des contributions pour subvenir à leurs besoins. L'Université pour la paix étudie actuellement les moyens de mettre en œuvre ce modèle.

65. Au terme de l'exercice budgétaire 2017-2018, l'Université a presque comblé l'intégralité du déficit de plus de 1,5 million de dollars qu'elle accusait depuis 2010. Pour ce faire, elle a dû prendre plusieurs mesures drastiques de réduction des coûts, mener des activités de renforcement des capacités pour accroître ses recettes, et collecter des fonds.

66. L'Université pour la paix a pour objectif de s'autofinancer grâce aux revenus que lui rapportent ses programmes d'enseignement et de formation, à l'appui des États Membres, aux dons qu'elle reçoit et aux projets spéciaux qu'elle met en œuvre. Elle tient à exprimer toute sa gratitude à la Nippon Foundation pour l'appui important qu'elle lui apporte à travers son programme Asian Peacebuilders Scholarship, dont les 10 ans ont été récemment célébrés au Costa Rica, au Japon, aux Philippines et en Thaïlande. L'Université tient également à remercier l'Union européenne, le Gouvernement allemand, notamment l'Agence allemande de coopération internationale et l'Office allemand d'échanges universitaires, le Gouvernement suisse, notamment la Direction du développement et de la coopération, la Dutch Postcode Lottery et le Gouvernement américain d'avoir contribué à des projets importants.

67. Comme suite à la demande du Conseil de l'Université, l'Université pour la paix a élaboré et adopté des politiques sur l'interdiction de la discrimination, du harcèlement, y compris le harcèlement sexuel, et de l'abus d'autorité et sur la protection contre les représailles des personnes qui signalent des manquements et qui collaborent à des audits ou à des enquêtes dûment autorisés. Ces politiques sont conformes à la volonté du Secrétaire général d'imposer une politique de tolérance zéro à l'égard de la discrimination, du harcèlement, y compris le harcèlement sexuel, et de l'abus d'autorité, et sur la nécessité de protéger les lanceurs d'alerte. L'Université est déterminée à faire en sorte que tous les dispositifs pertinents soient en place pour prévenir et combattre ces pratiques répréhensibles en toute équité et transparence. Elle s'emploie à appliquer pleinement ces politiques sous la direction du Conseil.

K. Stratégie de développement

1. Stratégie à court terme (2018-2021)

68. À l'approche de son quarantième anniversaire, l'Université pour la paix a amorcé un processus de réflexion sur la poursuite de sa mission et sur la façon de renforcer et d'élargir son rayon d'action dans le monde. Elle a mis au point une

stratégie de développement à court terme pour optimiser son développement et sa croissance au cours des trois prochaines années.

69. En particulier, l'Université s'attachera à resserrer ses liens avec les États signataires de sa charte. Elle est en mesure de dispenser une formation aux fonctionnaires, aux organisations de la société civile, aux acteurs du secteur privé et aux organisations non gouvernementales. À cet égard, elle a commencé à renforcer sa capacité de s'acquitter de son mandat en recrutant des experts de haut niveau très expérimentés, en plus de son personnel et de son corps enseignant.

70. L'Université alignera son programme de travail sur celui de l'Organisation des Nations Unies, sous la direction du Secrétaire général, afin de rechercher les synergies nécessaires à l'exécution du mandat de l'Université pour la paix, dans l'esprit de la résolution 70/79 de l'Assemblée générale.

71. L'Université mettra davantage l'accent sur sa croissance mondiale, par l'intermédiaire de ses représentants à New York, à Genève et à Addis-Abeba, en sollicitant un appui politique et diplomatique au niveau local et en mobilisant les ressources nécessaires au renforcement de son mandat dans ces régions, dans l'esprit de la résolution 70/79 de l'Assemblée générale, dans laquelle l'Assemblée invite les États Membres à signer l'Accord international portant création de l'Université pour la paix et à apporter à l'Université, autant que faire se peut, des contributions financières afin de lui permettre d'accueillir tous les étudiants désireux de participer à ses programmes d'études et de faciliter l'exercice de ses activités dans les pays hôtes.

72. L'Université s'efforcera de renforcer les programmes de formation qu'elle offre sur son campus au Costa Rica et dans le monde entier, grâce à la promotion, à la diffusion et à l'appui de ses travaux. Compte tenu de l'essor de ses programmes traditionnels et de ses programmes de formation sur mesure, la pérennité du travail de l'Université et la poursuite de sa mission sont garanties.

73. Par ailleurs, l'Université privilégiera ses relations avec le pays hôte. Comme suite aux mesures prises par le recteur durant son premier mandat, le Gouvernement costaricien s'est engagé à verser chaque année des contributions à l'Université. L'Université cherche maintenant à développer ce partenariat dans un certain nombre de domaines, notamment le droit international, les droits de l'homme, l'égalité des sexes, le développement durable et autres domaines de compétence.

74. L'Université cherche à intégrer l'expérience humaine concrète dans l'ensemble de ses programmes, ce qu'elle a déjà fait dans plusieurs cours pratiques dispensés ces dernières années, y compris une formation pratique sur la gestion des situations d'urgence.

75. L'Université propose également de créer des universités au service de la paix, qu'elle espère fonder tout d'abord en Amérique centrale, en collaboration avec d'importantes institutions régionales, puis dans d'autres régions. Il s'agit de créer un réseau mondial d'universités pour la paix, qui permettra de nouer des relations sur des sujets relatifs à la paix et aux conflits, afin de favoriser la coexistence pacifique et démocratique, notamment dans les zones de conflit.

2. Perspectives à long terme

76. L'Université doit promouvoir à la fois son rôle d'établissement universitaire international et de plateforme de dialogue politique. Elle a engagé un vaste processus de réforme de ses programmes pour mieux s'acquitter de sa mission. Pour gagner en dynamisme et en efficacité sur le long terme, l'Université doit notamment renforcer les capacités de son campus principal, dans l'intérêt de l'ensemble de son système, en élaborant des programmes d'enseignement, en encourageant l'apprentissage et la

recherche en face à face et en communiquant régulièrement avec ses partenaires internationaux forts d'une expérience et de connaissances considérables. En renforçant sa présence dans différentes régions et en créant un programme actif de partage des connaissances relatives à la paix, y compris l'enseignement à distance et la diffusion d'outils didactiques, l'Université développera également ses contenus et sa sphère d'influence.

77. Grâce à cette stratégie, l'Université renforcera sa capacité de former les nouvelles générations au règlement et à la transformation de conflits de plus en plus complexes et interdépendants. De même, grâce à ses réalisations, elle sera plus à même de dispenser un enseignement universitaire supérieur de qualité et de former les hauts fonctionnaires et les acteurs de la société civile. Les programmes de l'Université seront régulièrement réévalués afin de garantir l'excellence universitaire et la cohérence de l'analyse des conflits anciens et nouveaux, de leurs origines et caractéristiques dans chaque région et, en particulier, des liens complexes existant entre les causes politiques, ethniques et religieuses et les activités criminelles. Cette capacité accrue d'analyse doit se traduire dans des programmes d'enseignement, des programmes d'études spécifiques et des possibilités de formation destinés à différents acteurs. Cette idée maîtresse permettra à l'Université d'élaborer une stratégie à long terme, et ainsi de contribuer sensiblement à une coopération efficace et multilatérale.

III. Conclusions

78. À l'annexe de la Charte de l'Université figure une déclaration des fondateurs de l'établissement, qui prend tout son sens à l'heure actuelle.

« D'après ces derniers, la persistance de la guerre dans l'histoire de l'humanité et les menaces croissantes contre la paix au cours des dernières décennies mettent en péril l'existence même de la race humaine, c'est pourquoi il est impératif que la paix ne soit plus considérée comme un concept négatif, la fin d'un conflit ou un simple compromis diplomatique, et qu'elle soit instaurée et garantie par la ressource la plus précieuse et la plus efficace que l'homme possède, à savoir l'éducation. »

79. L'Université est investie d'une mission qui est cruciale pour l'avenir du monde. L'enseignement en irénologie doit être généralisé pour toucher chaque personne, partout dans le monde, afin de les convaincre que les conflits armés appartiennent au passé. Cet objectif ne sera atteint qu'à condition de dispenser des formations universitaires continues aux futurs dirigeants mondiaux – de gouvernements, d'organisations non gouvernementales ou du secteur privé – concernant le règlement pacifique des conflits et les liens existant entre la paix, le développement, les droits de l'homme et la protection de l'environnement, autant de domaines qui conditionnent le développement économique et le renforcement de l'égalité.

80. Les États Membres doivent soutenir ensemble la mission de l'Université en prenant acte du rôle qu'elle joue, en lui apportant des contributions financières généreuses afin de lui permettre d'accueillir tous les étudiants désireux de participer à ses programmes d'études et en facilitant l'exercice de ses activités dans les pays hôtes. Ils pourraient donc envisager d'accroître leur appui à l'Université en lui fournissant des ressources extrabudgétaires.

81. Le Programme de développement durable à l'horizon 2030 est un programme mondial destiné à traiter les questions de développement et d'inclusion. En tant qu'établissement universitaire, l'Université contribue à la réalisation des 17 objectifs de développement durable sur le plan théorique, en se concentrant principalement sur certains domaines, tels que l'égalité des sexes (objectif 5), au moyen du master en

genre et consolidation de la paix, l'eau salubre et l'assainissement (objectif 6), grâce au master en coopération et diplomatie dans le domaine de l'eau créé en partenariat avec l'Institut UNESCO-IHE pour l'éducation relative à l'eau, sis à Delft, et l'Université d'État de l'Oregon, et la lutte contre les changements climatiques (objectif 13), au moyen du master en environnement, développement et paix, option politiques relatives aux changements climatiques.

82. À l'approche de son quarantième anniversaire, l'Université a repensé sa stratégie et attribué aux États un rôle croissant, notamment les pays asiatiques, parmi lesquels la Chine, l'Inde, le Japon et la République de Corée manifestent un vif intérêt pour l'Université et sa mission. Elle pourra ainsi consolider sa situation financière tout en contribuant à la formation des nouveaux dirigeants chargés de promouvoir la paix en Asie.

83. La stratégie d'enseignement de l'Université met l'accent sur la formation des dirigeants chargés de promouvoir la paix dans différentes régions du monde, sous la forme de masters et de doctorats, et sur un ensemble de programmes de renforcement des capacités et de formation, lesquels sont alignés sur la vision globale de l'Assemblée générale en matière d'éducation pour la paix et d'éducation préventive.
